

*La géostratégie de l'Iran, au-delà  
de la défense du régime.*

**Saïda Bédar**

**Janvier 2020**

### ***Une histoire moderne de ruptures et révolutions***

L'Iran est à la fois une civilisation multimillénaire et un empire jamais vraiment démantelé, son histoire est celle des rivalités dynastiques, des invasions, des guerres civiles et de l'alternance entre périodes de déclin et de renaissance culturels et géopolitiques. A l'ère moderne le devenir de l'Iran a été marqué par une dualité, celle conjuguant l'idée de l'Iran-civilisation vouée au rayonnement aux marges et face aux autres civilisations et l'idée de l'Iran-Etat nation moderne tourné vers la défense de ses intérêts nationaux. Cette dualité a pu mener au paradoxe historique de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, quand après un siècle d'ingérences impérialistes étrangères (de la Russie et de la Grande Bretagne, engagées dans le « Great Game »), la monarchie des Qâdjârs au lieu de résister à ces ingérences prédatrices décide d'ouvrir en grand le pays aux intérêts économiques britanniques afin de favoriser les investissements, la modernisation et par là la puissance de l'Etat-nation iranien. Cette entrée en force des bases de l'économie capitaliste et de ses déstructurations a entraîné un mouvement contestataire et réformateur — rassemblant des religieux opposés à la modernisation du système juridique sous leur contrôle ou au contraire des réformateurs en faveur d'une réinterprétation de la tradition pour faire face aux défis de la modernité — aboutissant à la révolution constitutionnaliste de 1906-1911.

Ce schéma se répètera par des moment de ruptures successifs — en 1945 la main mise de l'Anglo-Iranian Oil Company, le coup d'état de la CIA contre Mossadegh en 1953, ou encore après le vote de l'immunité judiciaire pour le personnel militaire US en 1964 — et culminera avec la révolution islamique en 1979, marquant un moment de convergence entre des intérêts différenciés au sein de la société iranienne qui s'unissent pour abroger les pouvoirs du shah et contrer l'influence étrangère. Le fait religieux, en tant que phénomène englobant trans-social (98% des Iraniens sont musulmans et 90% chiites) s'est alors présenté comme une option du rassemblement cristallisant le rejet des influences culturelles et politiques étrangères. Mais il faut retenir que si la révolution s'est faite à partir des mosquées, elle ne portait pas en elle un seul courant, celui qui a fini par prendre le dessus, le théocratisme. En effet, outre les communistes et d'autres mouvements syncrétiques (comme les moudjahidines du peuple), il existait un fort courant démocratique qui souhaitait maintenir le religieux en arrière plan — les grandes figures intellectuelles comme Mehdi Bazargan ou Ali Shariatmadari parlaient de « démocratie spirituelle ». Michel Foucault considérait la révolution iranienne, qu'il qualifiait de « révolte spirituelle », comme

une expérience de transformation du politique selon les spécificités de l'épistémè (univers du discours et régime de valeurs) chiite iranien qui visait un « changement de subjectivité et de rationalité politique ».<sup>1</sup> La victoire du camp théocratique sur le camp démocratique a été renforcée par la guerre contre l'Irak et l'appui sur les éléments conservateurs de la société (le clergé, les bazaris, les paysans). Mais depuis 40 ans la contestation réformatrice a pris de l'ampleur au regard de la contradiction même du régime — gouverner au nom de la loi divine est dictatorial par essence (prétendre que tout ce que les dirigeants font est justifié par la Loi Supérieure) et, qui plus est, finit par aliéner la religion elle-même qui se trouve réduite à une politique et une idéologie.

Selon la doctrine de la gouvernance cléricale (*wilayat al-faqih*) adoptée par l'Iran en 1979, le critère absolu de puissance est l'islamité, par delà même l'intérêt national. Une visée centrale de la révolution était le « retour au soi » par une condamnation de l'intoxication occidentale (« westoxication ») et impliquait un renouveau islamique mais également une redéfinition de l'iranité par un retour à la tradition et en opposition aux valeurs occidentales (supposément matérialistes et réfractaires à la spiritualité). Cette doctrine sociale n'a pas produit un système de pensée théoriquement tangible, se contentant d'instrumentaliser les aspects pratiques de la tradition islamique (le *fiqh*, la jurisprudence) et ses aspects symboliques (l'Imam du Temps/ Guide suprême, mahdisme, etc.).<sup>2</sup> Ce manque de substance théorique et la tendance à l'idéologisation, ont pour conséquence de réduire l'islamité à un rempart contre l'altérité occidentale et un instrument de l'expansionnisme géopolitique.

### ***Un régime post-révolutionnaire de plus en plus militarisé***

Le pouvoir décisionnaire du régime est aujourd'hui concentré aux mains du Guide suprême, mais les équilibres internes sont plutôt à la faveur des militaires, plus précisément des Gardiens de la Révolution Islamique (Pasdarans). Construisant leur puissance et leur pouvoir en monopolisant leurs acquis symboliques (participation à la Révolution et à la guerre contre l'Irak), politiques et matériels (rentes économiques) les Pasdarans sont en mesure aujourd'hui de rivaliser avec les religieux au sommet de l'Etat.

---

<sup>1</sup> Michel Foucault, <http://libertaire.free.fr/FoucaultIran02.html>

<sup>2</sup> La référence intellectuelle centrale des conservateurs est Jalal Al-é Ahmad (1923-1969), homme de lettres, fils d'un dignitaire religieux. Pour Al-é Ahmad l'identité nationale de l'Iran est fondée ontologiquement sur les valeurs religieuses et sur l'implication sociale du clergé. Il a combattu l'influence occidentale, qu'il considérait comme une maladie, « l'occidentalite », qui empêche le cheminement socioculturel propre des peuples atteints par cette influence. Voir Al Ahmad Djalal, *L'occidentalite (gharbzadeghi)*, Paris, L'Harmattan, 1988.

Ainsi, si juste après la révolution 50% du parlement était constitué de religieux, aujourd'hui ils ne sont que 10%. Et les membres (et ex-membres) des Gardiens de la Révolution remplissent le vide laissé par les religieux au sein des institutions, grâce à leur relais populaires assurés par leur contrôle de la milice populaire des Basiji, à leurs immenses moyens financiers, et leur emprise idéologique. En effet, ils contrôlent près du tiers de l'économie nationale (en particulier les secteurs clés, hydrocarbures, télécoms, construction, finance), et ils ont un rôle de surveillance et endoctrinement de l'armée régulière (Artesh) — près de 40% de l'instruction des officiers est consacré à l'endoctrinement révolutionnaire et l'éthique musulmane, et selon la constitution les forces armées doivent être des « forces islamiques populaires » et défendre l'idéologie de la révolution islamique.<sup>3</sup>

Il faudrait évaluer ce qu'il reste des effets de la guerre contre l'Irak, qui, mobilisant des millions d'hommes en armes et ayant fait près d'un-demi million de morts en Iran, a fourni une forte base idéologique au régime, fusionnant, à travers la martyrologie<sup>4</sup> de la « défense sacrée », l'islamité et le nationalisme. Si la représentation de la puissance en Iran est fortement marquée par une religiosité et un exceptionnalisme moral et culturel qui ont pu jusqu'à récemment recouvrir les divergences quant à la légitimité (et la rationalité) de l'Etat islamique, on peut sérieusement douter qu'aujourd'hui le peuple iranien accepterait de s'engager par millions (l'« armée de 20 millions d'hommes » dont se targue le régime) dans une guerre déclenchée ou subie à cause du régime (et de l'aventurisme des Pasdarans dans l'ensemble de la région, en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen, et avec des réseaux dans l'ensemble du Golfe auprès des communautés chiites).

### ***Une doctrine stratégique conditionnée par l'ostracisme géopolitique***

L'interventionnisme étranger est une constante de l'histoire moderne iranienne qui conditionne la posture stratégique défensive. Cependant la double rupture de la révolution de 1979 et de la guerre contre l'Irak de 1980 à 1988, a induit des bouleversements en

<sup>3</sup> Sepher Zabih, *The Iranian military in revolution and war*, Routledge, New York, 1988, p. 140.

<sup>4</sup> La singularité première du chiïsme est le messianisme qui découle du rôle mystique attribué aux 12 Imams qui ont succédé à Ali (le dernier Imam est « occulté » donc le messianisme est toujours présent et en acte), dont les écrits et faits (leurs *hadiths*) éclairent le Coran. Une autre particularité est la centralité du martyr – notamment à travers la figure de Hussein, assassiné en 680 à Karbala –, qui témoigne de la teneur « usurpatrice » du pouvoir politique qui, en tant que mal nécessaire dans l'attente messianique, doit être confronté par l'excellence morale et l'exigence de justice. La guerre est donc toujours pour défendre l'ordre de la justice. Le régime théocratique, alors quasiment sans armées (démantelées après la fuite du haut commandement avec le Shah), a usé et abusé de cette notion de martyr, en célébrant « la mort sacrée », envoyant des hommes, parfois des adolescents, sans entraînement ni équipement adéquats, sur le front, et incitant la population à accepter les sacrifices.

termes de doctrines stratégique et opérationnelle. L'ostracisme géopolitique, le désarmement résultant de la guerre attritionnelle contre l'Irak et de l'embargo des armes, et le conflit naval avec les Etats-Unis en 1987-1988 (fin de la guerre des tankers, opération US *Praying Mantis*<sup>5</sup>), puis l'observation neutre de la guerre du Golfe de 1991, ont constitué les étapes du basculement de la stratégie iranienne vers la recherche de ce qu'on pourrait appeler la dissuasion asymétrique, avec des capacités développées à partir des transferts de technologies russe, chinois et nord-coréen et des capacités scientifiques et technologiques endogènes. On peut penser également que le développement de son programme d'enrichissement nucléaire qui lui permet désormais d'être au seuil de l'acquisition d'un arsenal nucléaire, est un élément supplémentaire dans la stratégie de dissuasion asymétrique.

La doctrine militaire iranienne s'inscrit dans une vision stratégique de puissance codifiée en 2004 dans le plan « Vision Nationale sur 20 ans » (ou Vision 2025), qui vise, par un effort de R&D, d'investissements (y compris étrangers) et une nouvelle politique d'incitation scientifique et politique, à créer une société fondée sur la connaissance, et la cohésion morale et nationale.<sup>6</sup> Le facteur de la « cohésion morale » est fondamental et stratégique car l'Iran est un pays en proie au séparatisme nationalitaire — en particulier Kurde et Baloutche — à peine 60% de la population est perse. Rappelons également que la vision de la « grandeur » de l'Iran, envisagée comme pays et civilisation multiséculaire, incite à vouloir atteindre des frontières scientifiques et technologiques dont le nucléaire et le spatial font partie — l'Iran a intégré les « clubs » des enrichisseurs d'uranium en 2003 et des lanceurs d'engins spatiaux (*Safir 2* depuis 2009, et *Simorgh*) en juillet 2017.

La doctrine opérationnelle iranienne qui combine la « défense mosaïque » et la « défense de l'avant » par la démonstration des capacités conventionnelles, asymétriques et hybrides<sup>7</sup> de

---

<sup>5</sup> L'opération *Praying Mantis* a eu lieu le 18 avril 1988, consistant en une attaque contre les forces navales iraniennes dans les eaux territoriales iraniennes, en représailles au minage du Golfe arabo-persique qui avait causé des dommages sur un navire de guerre américain.

<sup>6</sup> Ce qui impliquerait une population « Active, responsable, altruiste, croyante, satisfaite, douée d'éthique, de discipline, et d'une mentalité coopérative et collaborative; dévouée envers la révolution, l'ordre islamique, l'épanouissement de l'Iran ; et qui est fière d'être iranienne. » Ali Khamenei, *20 Year National Vision*, Iran Data Portal, <http://irandataportal.syr.edu/20-year-national-vision>

<sup>7</sup> - L'asymétrie en stratégie renvoie au recours à des capacités (systèmes d'armes, concepts opérationnels, doctrines) qui évitent l'affrontement forces-contre-forces homothétiques, frappent les faiblesses tout en évitant les forces et recourent à toutes formes de ruses, effets de surprise et déstabilisations (y compris hors du champ de la guerre, voire hors du champ de la loi et de la morale). L'asymétrie n'est pas un nouveau concept stratégique, mais il revêt une nouvelle acception dans un nouveau contexte stratégique et selon des nouvelles techniques. L'asymétrie aujourd'hui est le cœur de la stratégie des grandes puissances qui tentent de sortir leurs systèmes de la configuration industrielle pour les faire évoluer vers le schéma industrialo-informatique, exploitant les modèles optimisant la connaissance et l'exploitation de l'information en temps réel.

- L'hybridité est considérée comme un mélange de combat conventionnel, irrégulier (y compris terreur, insurrection, crime organisé et ADM), et cyber.

défense et de contre-attaque — selon les termes du Pentagone « It is designed to deter an attack, survive an initial strike, and retaliate against an aggressor to force a diplomatic solution to hostilities while avoiding any concessions that challenge its core interests »<sup>8</sup>. Elle repose sur :

- la dualité entre d'une part les Gardiens de la révolution (Pasdarans ou Sepha, environ 155.000 hommes) combinant forces spéciales, paramilitaires et moyens conventionnels pour une action dans l'espace national, en projection régionale (Irak, Syrie, Liban, dans une moindre mesure Yémen et Bahreïn), et la défense territoriale populaire (par le biais des milices qui lui sont rattachées, les Basij, qui compteraient plusieurs millions de personnes), et d'autre part l'armée régulière (Artesh, 290.000 hommes) ;
- la dispersion des centres de Commandement et Contrôle C2 (il y en aurait 32 sur l'ensemble du territoire iranien) et dans le cas des Pasdaran la décentralisation du C2 (autonomisation de certaines unités, telle la brigade al-Quds) ;
- l'allègement des structures de forces régulières (brigade-centrées).

Avec des forces dispersées sur le territoire national, les armées iraniennes sont positionnées pour repousser une attaque rapidement. Le choix de la doctrine stratégique et opérationnelle dominée par l'asymétrie a été publiquement commenté par les officiels iraniens.<sup>9</sup> Cette doctrine est sans aucun doute un instrument qui va évoluer dans les années à venir, selon le niveau d'accès aux technologies et de changements de rapports de force au sein du régime et géopolitiques. Les capacités asymétriques « anti-accès » dont s'est doté l'Iran sont essentiellement : des hélicoptères et navires d'attaque rapide, des moyens de guerre anti-sous-marine (missiles et mini sous-marins) et de défense aérienne,

---

<sup>8</sup> Fiscal Year 2014 DoD Annual Report on Military Power of Iran-Executive Summary, January 2015, <https://fas.org/man/eprint/dod-iran-2014.pdf>

<sup>9</sup> On peut citer entre autres :

- Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Pasdarans : « Asymmetrical warfare... is [our] strategy for dealing with the considerable capabilities of the enemy. A prominent example of this kind of warfare was [the tactics employed by Hezbollah during] the Lebanon war in 2006... Since the enemy has considerable technological abilities, and since we are still at a disadvantage in comparison, despite the progress we have made in the area of equipment, [our only] way to confront [the enemy] successfully is to adopt the strategy [of asymmetric warfare] and to employ various methods of this kind. »

- Le général Hamid Sarkheili, porte-parole de l'exercice Shohaday-e Vehdar (Pasdaran), janvier 2012 : « The armored and mechanized units of the IRGC Ground Force expanded the depth of their operation through exercising new asymmetric warfare tactics and relying on mobile firepower, iron-shield and secure and impenetrable communications and then destroyed the hypothetical enemy. »

- Le général de brigade (armée de l'air) Ahmad Miqani, juillet 2009 : « We should sketch out plans in a bid to resolve problems, and our goal should be winning the upper hand in the balance of powers in asymmetric wars. »

Citations extraites de Anthony Cordesman, Bryan Gold, Garrett Berntsen, *The Gulf Military Balance: Volume I*, 2015, pp. 124-125

des missiles balistiques (longue et moyenne portée, le *Shahab-3* et le *Ashura*, à terme un ICBM à partir du *Safir*), de croisières, SAM, des mines anti-navires, des drones armés.

La valeur dissuasive du système capacitaire iranien s'illustre concrètement par des opérations sur le sol iranien (lutte contre les mouvements séparatistes kurdes et baloutches), dans l'ensemble de la région (Irak, Syrie, Yémen) et dans les eaux du Golfe arabo-persique.<sup>10</sup> Dans ces opérations régionales l'Iran a toujours évité de s'en prendre directement aux forces américaines, mais il l'a fait indirectement (via les milices irakiennes notamment) et vise en premier lieu à démontrer sa capacité militaire et politique d'anti-accès et contre-anti-accès vis-à-vis de la présence des Etats-Unis (et de leurs alliés). La politique capacitaire tourne essentiellement autour de la nécessité de la démassification et d'un système combinant : le regroupement (swarming) des systèmes agiles, flexibles et hautement manœuvrables (vedettes rapides, drones) ; la saturation des systèmes de défense adverses par les armes conventionnelles non intelligentes ; le barrage missilier ; l'interdiction (aérienne, navale et sous-marine) ; les moyens augmentant la survivabilité du système de défense (notamment par le camouflage, le leurre, l'enfouissement, la mobilité, la distribution et la redondance des systèmes) ; la cyberdéfense ; et la guerre révolutionnaire populaire en cas d'invasion.

La guerre asymétrique comprend également un volet économique, étant entendu que le régime des sanctions US est considéré comme un acte de guerre — comme le directeur de la Banque Centrale Mahmoud Bahmani, l'affirmait en juillet 2012 : « If we want to use the normal rules to deal with the sanctions, we will definitely be faced with problems, therefore, like military wars that we have a series of asymmetric tactics, we should start a series of asymmetric economic wars under these sanctions since these embargos are no less than a military war. We have started these asymmetric wars and hold meetings seven days a week and have set up a headquarters in the CBI to this end.»<sup>11</sup>

Or, au delà de l'effort capacitaire et de l'activisme géopolitique régional, la stratégie de dissuasion asymétrique iranienne semble aujourd'hui limitée par deux faits stratégiques majeurs que vraisemblablement les décideurs en matière de politique étrangère et de

---

<sup>10</sup> L'Iran a développé une stratégie maritime asymétrique qui positionne ses forces navales et les systèmes antinavires basés au sol dans les verrous du Golfe. Les forces régulières navales (18.000 hommes) contrôlent surtout le détroit d'Oman et les forces navales des Pasdarans (20.000 hommes) le détroit d'Ormuz, et pourraient bloquer les flux d'hydrocarbures.

<sup>11</sup> in Anthony Cordesman, Bryan Gold, ...opus cité, pp. 124-125

défense de Téhéran n'ont pas su évaluer : la gestion stratégique américaine du régime des sanctions internationales, et les effets contre-productifs de l'entrisme iranien dans le jeu politique intérieur des Etats considérés comme zones d'influence, en particulier l'Irak.

### ***La stratégie régionale américaine limite les effets de l'asymétrie iranienne.***

La stratégie des Etats-Unis vis-à-vis de Téhéran est sans rupture depuis 1979. Elle est faite de pressions militaires dans la périphérie iranienne, de pressions politiques sur la scène régionale et internationale et d'un régime de sanctions économique discontinu depuis 1995<sup>12</sup>, imposé selon trois motifs : le soutien au « terrorisme » (aux mouvements Hezbollah libanais, Hamas et Jihad islamique palestiniens) ; la prolifération des missiles balistiques ; le programme nucléaire. Washington a levé pendant une courte période, de 2015 à 2018 dans le cadre de l'accord sur le nucléaire JCPOA<sup>13</sup>, une partie des sanctions (les sanctions primaires concernant le soutien au terrorisme et à la prolifération ont été maintenues) pour finalement les restaurer et les aggraver<sup>14</sup>. Cet épisode avait sans doute pour but majeur de démontrer aux Iraniens à quel point la levée des sanctions était la clé à leur croissance économique et leur normalisation/réintégration géopolitique sur les scènes régionale et globale. Les plus grandes entreprises occidentales, y compris Boeing, ont alors fait part de leur volonté d'investir des dizaines de milliards dans les infrastructures et les secteurs clés iraniens. L'administration Obama avait refusé de faire de cet accord JCPOA un traité, ni même un accord exécutif soumis à la ratification du Congrès, et le président Obama, le jour même de la signature de l'accord, avait alors fait part de toute sa méfiance, pour ne pas dire son mépris, vis-à-vis du régime iranien — «une théocratie autoritaire [...] anti-

---

<sup>12</sup> Avant cette date, en 1979 des sanctions ont été appliquées pour obtenir la libération des otages de l'ambassade US, et en 1984 un embargo sur les armes a été imposé.

<sup>13</sup> Le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) induit l'élimination par l'Iran de son stock d'uranium moyennement enrichi, de la réduction de 98% de son stock d'uranium faiblement enrichi, et de la réduction aux deux tiers du nombre de ses centrifugeuses au gaz pour une période de 10 ans. Pendant les 15 ans suivant l'accord l'Iran s'engage à enrichir son uranium à seulement 3,67%, et à ne pas construire de nouvelles centrales à eau-lourde. Les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, ont obtenu l'autorisation d'accéder aux sites nucléaires iraniens. La limite dans le temps de l'accord (2025 et 2030 sur le stock et le niveau d'enrichissement d'uranium, clauses dites « sunset clauses») indiquait à quel point il n'avait pas de valeur stratégique pour Washington qui refuse de voir Téhéran se doter d'un arsenal nucléaire et vise l'imposition d'un système de contrôle permanent.

<sup>14</sup> Les sanctions touchent les secteurs clés : la finance (accès au dollar et au marché international, émission de dette souveraine) ; les hydrocarbures ; le secteur minier, de l'or, du cuivre, du fer, de l'acier, de l'aluminium ; l'automobile ; le transport aérien et maritime, la construction navale et les opérateurs portuaires ; la secteur BTP. Depuis le 22 avril 2019 les exemptions accordées à certains pays importateurs d'hydrocarbures iraniens ont été terminées (à l'exception de celle accordée à l'Irak, reconduite tous les 3 mois) avec l'annonce d'une politique visant « zéro exportation d'hydrocarbures pour l'Iran».

américaine, anti-israélienne, antisémite et soutien du terrorisme ». <sup>15</sup>

Il faut rappeler que la stratégie américaine vis-à-vis de l'Iran s'inscrit dans un projet géostratégique régional d'ampleur, celui du maintien de l'accès stratégique à la zone « Grand Moyen-Orient » (continuum Asie centrale/Golfe arabo-persique/Proche Orient). Dans cette région deux événements majeurs ont contribué à codifier la stratégie américaine, la Révolution islamique en Iran et l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979 et 1980), qui ont conduit à l'établissement d'un commandement unifié dédié à la région (US Central Command) au début des années 1980 et progressivement une empreinte logistique et militaire durable — bases, déploiement des systèmes ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance), transferts d'armes, coopération, exercices récurrents, intégration (au sein du Conseil de Coopération du Golfe) et interopérabilité des structures de force, etc. Pour Washington, le risque « anti-accès » iranien renvoie à l'émulation idéologique, et le soutien financier et militaire à des mouvements luttant contre des régimes proches de Washington et des Occidentaux, tout autant que la possibilité de collusion avec la Russie ou la Chine.

L'Iran a bien tenté de sortir de la catégorie « rogue state » dans laquelle Washington l'a placé, notamment après les attentats du 11 septembre 2001, le régime islamique pensant alors pouvoir mener une lutte commune avec les Occidentaux contre le salafisme et le djihadisme. Or les Etats-Unis n'ont pas donné suite et ont maintenu les sanctions, et Téhéran a alors mené une politique duelle, en radicalisant sa position par la reprise de son programme d'enrichissement d'uranium (en 2003), tout en offrant sa coopération dans l'effort de stabilisation en Irak et en Afghanistan. Washington a maintenu une période de semi ouverture entre 2005 et 2014 (permettant de facto aux acteurs iraniens d'accéder au marché financier américain par des voies indirectes), de toute évidence pour éviter que les Iraniens ne jouent un rôle nuisible dans les conflits en Irak et en Afghanistan, mais en 2014 les sanctions ont été strictement appliquées et de lourdes pénalités ont été infligées aux contrevenants tiers.

L'accord JCPOA, a eu pour effet de faire miroiter aux Iraniens les opportunités post-sanctions, mais également de geler pour un temps le programme nucléaire iranien, de

---

<sup>15</sup> « Now, I actually believe that they are interested in trying to operate on parallel levels to be able to obtain the benefits of international legitimacy, commerce, reduction of sanctions while still operating through proxies in destructive ways around the region. That's been their pattern, and I think it is very important to us to make sure that we are surfacing what they do through their proxies and calling them into account. »

Entretien avec Thomas Friedman du New York Times après la signature de l'accord, <https://www.nytimes.com/2015/07/15/opinion/thomas-friedman-obama-makes-his-case-on-iran-nuclear-deal.html>

contenir à nouveau l'activisme iranien au Levant, en Irak, au Yémen et en Afghanistan, et de permettre une coopération objective contre l'Etat Islamique en Syrie et en Irak. De toute évidence les Iraniens ont pensé que cet accord annonçait un réel changement de statut stratégique et que la levée des sanctions était acquise, revenant sur leur position post 11 septembre 2001 du combat commun contre l'extrémisme salafiste — Javad Zarif déclarait alors : « Our common threat today is the growing menace of violent extremism and outright barbarism...The menace we are facing is embodied by the hooded men who are ravaging the cradle of civilization. To deal with this challenge, new approaches are badly needed. Iran has long been at the store front in the fight against extremism. »<sup>16</sup>

Cette erreur dans l'évaluation stratégique de la situation quant à l'accord JCPOA a conduit le régime de Téhéran vers une autre erreur stratégique, le tournant ultra-conservateur et militariste. Ainsi fin décembre 2018 le Guide suprême Khamenei nommait l'ultraconservateur Sadeq Amoli Larijani au poste de président du Conseil du discernement<sup>17</sup> (en remplacement de Sharoudi, décédé le 23 décembre) et en tant qu'un des six théologiens du Conseil des Gardiens de la Constitution<sup>18</sup>. En remplacement de Larijani à la tête du pouvoir Judiciaire, Khamenei a ensuite nommé, début mars 2019, Ebrahim Raisi, un autre ultraconservateur du régime, qui a également été nommé vice-président de l'Assemblée des experts<sup>19</sup>. Dans la foulée, le général Qassem Soleimani (commandant de la brigade al-Quds des Pasdarans) a été, en mars 2019, décoré de la plus haute distinction militaire (à l'ordre de Zulfikar), le désignant ainsi comme le pilier de la défense iranienne. S'en est suivie une multiplication de provocations sécuritaires de la part des Pasdarans : de mai à septembre 2019 attaques contre des cargos civils dans le Golfe et contre des installations pétrolières saoudiennes, destruction d'un drone américain au dessus du détroit d'Ormuz ; puis de novembre 2019 à janvier 2020 attaques, via les milices irakiennes, contre des bases irakiennes abritant des soldats américains et attaque contre l'ambassade US à Bagdad. Et de façon encore plus contre-productive, Téhéran, via le général Qassem Soleimani, a pratiqué une politique d'entrisme tous azimuts en Irak, créant un centre de commandement unifié avec les milices irakiennes pro-iraniennes (en octobre 2019, selon le Pentagone) ; convoquant ouvertement les chefs des factions politiques chiïtes

<sup>16</sup> Cité par CNBC, 15 juillet 2015 <https://www.cnbc.com/2015/07/14/iran-and-major-powers-reach-nuclear-deal-report.html>

<sup>17</sup> Il est chargé de ratifier, en cas d'opposition du Conseil des Gardiens au Parlement, les lois qu'il juge indispensables, et il assiste le Guide suprême dans sa gouvernance.

<sup>18</sup> Dont la fonction est de veiller à la compatibilité des lois à la Constitution et à l'islam

<sup>19</sup> Composée de 86 religieux, élus au suffrage universel, elle élit et peut révoquer le Guide Suprême.

lors de réunions à Bagdad ou Qom, leur dictant la politique à suivre face au mouvement de protestation populaire irakien qui demande un nouveau mode de gouvernance, sans corruption ni ingérence iranienne.

Face à Washington Téhéran a misé sur l'effet dissuasif de l'escalade sécuritaire dans la région et de l'emprise politique en Irak. Or, non seulement Washington s'est retrouvé renforcé par la tournure anti-iranienne de la protestation populaire irakienne, mais a pratiqué en retour une escalade sécuritaire tout aussi asymétrique que celle de Téhéran. En effet, les frappes directes et indirectes (via Israël) contre les cibles iraniennes ou pro-iraniennes en Syrie et en Irak que les Etats-Unis opèrent de façon récurrente depuis l'été 2019 et l'assassinat par tirs de drone du général Soleimani le 3 janvier 2020 font partie de la démonstration que Washington est capable de recourir à une « meilleure asymétrie » que celle de Téhéran — les « agents » (« proxies ») iraniens sont des milices, les agents des Etats-Unis sont Israël et l'ensemble de la Coalition ; les assassinats ciblés iraniens visent des opposants irakiens, ceux des Etats-Unis visent des généraux piliers du régime iranien ; Washington prend autant de liberté avec le droit international que Téhéran, et rien ne peut égaler la puissance hégémonique du dollar qui contraint l'ensemble de la planète à appliquer les sanctions<sup>20</sup>. Cette démonstration de puissance asymétrique a été corroborée par un renforcement militaire US sans précédent depuis 2003 dans la région avec l'envoi de troupes supplémentaires (en tout il y a environ 48.500 soldats dans la zone Golfe et 60.000 dans l'ensemble de la zone CENTCOM), et l'établissement d'une task-force navale internationale de surveillance, dissuasion et interdiction. Au vu des conditions de l'élimination du général Soleimani, on peut penser que les Iraniens ont sous-estimé les capacités en renseignement et surveillance (ISR) des Américains. Or ces derniers ont depuis 2003 établi un système ISR inégalé en Irak, ils ont mis en place et contrôlent l'ensemble de l'infrastructure irakienne civile et militaire, ils ont construit l'ambassade la plus grande du monde à Bagdad et le consulat le plus grand à Erbil, de toute évidence pour y implanter des systèmes ISR — et rappelons-le, 5200 soldats américains et près de 5000 soldats de la Coalition opèrent toujours en Irak (aide à la formation et aux combats).

L'élimination du général Soleimani est un échec pour le Corps des Pasdarans aggravé par leur attaque, par erreur, contre un avion civil ukrainien (le 8 janvier, faisant 176 victimes,

---

<sup>20</sup> Washington exige que toute transaction en dollar passe par une chambre de compensation sur le territoire américain, et donc applique le droit américain sur une telle transaction.

pour l'essentiel des Iraniens et Canado-iraniens). Le cœur du régime montre ainsi des signes de faiblesse au moment même où tous les rapports, officiels et officieux, font état de l'« efficacité » rapide de la politique US de « pression maximale » et de « zéro exportations d'hydrocarbures » en termes de perte de croissance économique fulgurante iranienne (le rial s'est écroulé, l'inflation a bondi, la fiscalité iranienne déficiente ne peut compenser l'absence des investissements), et d'inquiétude sur le front de la contestation intérieure. Il faut s'attendre à des repositionnements au sein du régime iranien, en prenant en compte le fait que si le régime est en proie à des luttes d'influence entre clans, il demeure unifié concernant l'essentiel : le maintien du caractère islamique de la république avec un certain rôle décisionnaire pour les religieux, la nécessité de maintenir des capacités militaires de défense consolidées (conventionnelles, asymétriques, hybrides). Ce qui peut changer c'est le rééquilibrage en faveur des réformistes qui peuvent désormais démontrer la nécessité d'un retour à la table de négociations avec Washington. En effet, même les conservateurs peuvent comprendre que si les sanctions venaient à perdurer et s'aggraver c'est le régime dans son ensemble qui serait en danger.

### **Conclusion**

On peut s'attendre à ce que le leadership iranien finisse par choisir d'opérer par le haut les nécessaires réformes structurelles, en particulier : la normalisation conventionnelle des forces armées (dépolitisation, technocratie, relations militaires-à-militaires privilégiées à l'étranger au détriment des relations avec les groupes infra-étatiques, etc.) ; le désinvestissement des militaires (surtout des Pasdarans) et des fondations religieuses (les *bonyads*) des secteurs clés de l'économie (ces deux types d'entités contrôleraient entre 60 et 80% de l'économie iranienne). Cette « auto-réforme » devra inévitablement s'opérer dans un contexte de reformatage de l'action stratégique à l'étranger, en vue d'atténuer la perception d'ingérence dans les affaires intérieures de ses voisins et des alliés de circonstances dans la région. La contradiction à dépasser pour le régime est qu'il ne pourra se reproduire que si les sanctions sont levées : le soutien populaire ne peut lui être acquis en cas de crise socio-économique généralisée ; le pays ne peut se moderniser sans les investissements et transferts de technologies de l'étranger (en vue d'accéder aux capacités de la révolution de l'information et de l'intelligence, d'établir une société « knowledge-based ») ; les forces armées elles-mêmes ne peuvent se moderniser que dans le contexte des investissements technologiques et de la rationalisation organisationnelle (technocratie).

On peut penser que la crise actuelle, contribue à tracer une frontière entre la défense du régime et la défense du pays aux yeux de la population iranienne, et en particulier pour les élites montantes. Seul un régime réformé vers une transition démocratique, impliquant une sortie progressive de la gouvernance théocratico-militaire pourrait générer une adhésion sans faille à une stratégie de puissance et de rayonnement régionale et globale.

*A propos de l'auteur* : Saïda Bédar est sociologue experte des questions stratégiques, elle est directrice de la société *Géostratégie Analyses* et co-directrice du think-tank associé *Forum Moyen-Orient*

*Pour citer l'article* : Saïda Bédar, « La géostratégie de l'Iran, au-delà de la défense du régime », *Études & Analyses du Forum Transitions*, Janvier 2020, <https://www.geostrategie-analyses.com/wp-content/uploads/2025/10/ETUDES-ANALYSES-Janvier-2020-La-strategie-iranienne.pdf>